

L'UQAM

Vol. XXV N° 3, 13 octobre 1998

Université du Québec à Montréal

3 Dépot du sixième rapport de la CUP



Un groupe de réflexion se penche sur l'interdisciplinarité

4 Rapport sur le rapprochement modules/départements

7 La protection des droits de l'enfant en cas de divorce

Manitou ouvre la porte de la bibliothèque universelle

Poursuivant leur utilisation avant-gardiste des technologies, les bibliothèques de l'UQAM procèdent actuellement à l'implantation graduelle du système *Manitou*, véhicule qui permettra aux usagers de naviguer plus facilement, plus rapidement et plus efficacement dans l'univers virtuellement modifié des sources d'information. Une centaine de nouveaux postes de travail ont déjà fait leur apparition en septembre. Dans quelques mois, la démarche intellectuelle de l'usager s'effectuera dans un environnement intégré, doté d'un des systèmes les plus à jour et les plus complets dans les bibliothèques universitaires¹.

Manitou est le produit de SV3, un projet d'envergure qui a réuni depuis trois ans plusieurs partenaires : le Service des bibliothèques, le Service de l'informatique et des télécommuni-

cations (SITE), le réseau des bibliothèques de l'UQ et les bibliothèques de la Ville de Montréal. Le directeur général du Service des bibliothèques, Jean-Pierre Côté, explique en quoi consiste *Manitou* : «C'est un ensemble de logiciels et de méthodes qui assure l'intégration de sources multiples et variées d'information, dans un même environnement. Il permet de simplifier le travail de l'usager, en diminuant le nombre de ruptures qui surviennent dans sa démarche intellectuelle». Basé sur l'approche Web, le système permettra l'utilisation de plusieurs sources d'information à la fois, quels qu'en soient la localisation et le support. On pense ainsi aux catalogues de l'UQAM et d'autres bibliothèques, aux bases de données, à Internet, aux CD-ROM, etc.

De la propriété à l'accès

Le nouveau système remplacera SIGIRD, implanté en 1981. On se

rappelle que SIGIRD, mis en marché sous le nom de Multi-LIS, a connu un important succès dans le monde des bibliothèques, alimentant la solide réputation de l'UQAM et de son Service des bibliothèques comme pionniers de l'utilisation des technologies d'information. La troisième génération du système informatique de repérage et de

Voir *Manitou* en page 2



Le directeur général du Service des bibliothèques, Jean-Pierre Côté.

Désignation des doyens

Suffrage universel pondéré

Les doyens des quatre Facultés et Secteurs nouvellement constitués entreront en fonction le 4 janvier prochain, après une opération majeure de sélection et de consultation échelonnée sur trois mois. Leur désignation sera le fruit d'un processus nouveau, qui repose sur une large consultation au suffrage universel. Entre le 9 et le 13 novembre prochains, des bureaux de votation seront installés dans les différents pavillons afin de permettre à tous les membres de chaque Faculté ou Secteur d'exprimer leur choix parmi les candidats aux postes de doyens. L'ensemble des étudiants, employés de soutien, professeurs et chargés de cours de chaque Faculté ou Secteur dispose donc du droit de vote. Le résultat de ce scrutin universel sera ensuite pondéré en fonction de la valeur proportionnelle accordée à chacun des groupes. Cette pondération, sur laquelle tous les groupes étaient d'accord, est la suivante : professeurs (70 %), chargés de cours (10 %), étudiants (11 %), employés de soutien (9 %).

Le processus original, démocratique et typiquement uqamien serait une première au Canada et en Amérique du Nord, selon Daniel Hébert, directeur du Secrétariat des instances, responsable de l'organisation et du déroulement du scrutin. Les procédures de désignation des doyens ont débuté avec l'appel de candidatures et se termineront avec la nomination officielle à la mi-décembre. Les professeurs réguliers avaient jusqu'au 5 octobre pour soumettre leur candidature.

Des comités de sélection représentatifs

Les comités de sélection de chaque Faculté ou Secteur procéderont ensuite à l'analyse des dossiers soumis, pour retenir entre une et trois candidatures qui seront par la suite soumises à la consultation. Les comités de sélection sont tous présidés par la

Voir *Suffrage* en page 11

Le projet La Passerelle 840 Créer un lieu de recherche et d'expérimentation en danse

Le 20 octobre prochain, le département de danse lancera officiellement son laboratoire-galerie de recherche et création chorégraphiques intitulé *La Passerelle 840*¹, destiné à ses étudiants de baccalauréat et de maîtrise. Ce sera aussi l'occasion d'assister à un spectacle conçu par une nouvelle compagnie de la jeune relève, le collectif *Danse Carpe Diem*, fondé et dirigé par des diplômés en danse de l'UQAM. L'événement aura lieu sous la présidence d'honneur de la rectrice, Mme Paule Leduc, ainsi qu'en présence de représentants du milieu professionnel de la danse.

Un tremplin vers le monde du travail

La création de *La Passerelle 840* répond, en fait, à un besoin déjà identifié par le département de danse. «Nous avons constaté, explique Martine Époque, directrice du département, que plusieurs étudiants éprouvaient des difficultés à faire la transi-



À l'avant-plan, Marie-Julien Asselin, Caroline Cotton et Julie Beaulieu, membres de la troupe *Danse Carpe Diem*. Derrière, Mme Martine Époque, conceptrice et responsable de *La Passerelle 840*.

tion entre la fin des études et le marché du travail, comme s'ils se retrouvaient dans une espèce de *no man's land*. Aussi, le projet *La Passerelle* devrait leur permettre de vivre une transition qui soit stimulante».

Le projet vise deux objectifs : 1) permettre aux étudiants et aux diplômés récents des programmes de bac et de maîtrise en danse, ou du doctorat en études et pratiques des arts, de poursuivre leur recherche en création, en interprétation ou en

enseignement, et ce tout en bénéficiant de l'encadrement artistique de professeurs du département ; 2) constituer un lieu de perfectionnement professionnel et d'exposition aux chorégraphes, compagnies, producteurs et

Voir *Passerelle* en page 11

...Manitou (suite de la page 1)

gestion documentaire élaborée à l'UQAM s'inscrit dans le développement de la bibliothèque virtuelle, ce concept qui repose sur l'idée qu'il faut fournir à l'utilisateur les outils nécessaires pour qu'il ait accès aux documents, à défaut de pouvoir en être propriétaire. Ce qui de toute façon devient de plus en plus difficile : «L'augmentation du coût annuel des périodiques se situe entre 10 et 15 % par année, précise M. Côté, ce qui implique des annulations d'abonnement. Il faut ajouter à cela les compressions sévères et la perte de valeur du dollar canadien». La bibliothèque virtuelle s'impose donc plus que jamais.

Le Service des bibliothèques a du pain sur la planche. Il faut remplacer les terminaux par des micro-ordinateurs, convertir le catalogue BADADUQ dans la banque de données Manitou, implanter les systèmes de prêt, d'acquisition et de catalogage des documents. En outre, on doit intégrer les sources d'information externes, établir les liens entre toutes les sources et organiser la navigation. Enfin, il convient de préparer les outils de formation pour que les usagers et les

employés fassent la transition du système actuel à Manitou, etc. Le partage institutionnel des sources d'information multiples sera plus facile lorsque le langage utilisé sera commun. Manitou est basé sur le protocole Z39.50, un ensemble de normes constituant un métalangage auquel adhèrent de plus en plus d'institutions.

L'implantation de Manitou nécessite un imposant appareillage technique comprenant postes de travail, serveurs, lecteurs optiques, ainsi que plusieurs changements ergonomiques. La Fondation, qui a fait de la bibliothèque virtuelle un de ses trois projets prioritaires cette année, vise à recueillir 500 000 \$. Un don de 60 000 \$ de Bell Canada est venu donner le premier élan à la campagne, le 30 septembre dernier².

- 1 Ces informations s'inspirent d'une description détaillée de Manitou, que l'on retrouve dans l'article de Diane Polnicki publié dans le numéro 24 de Biblio-Clip, le bulletin d'information du Service des bibliothèques.
- 2 Voir à ce sujet l'article ci-dessous.

Bibliothèque virtuelle

60 000 \$ de Bell Canada

Le partenariat avec Bell Canada a franchi le 30 septembre dernier une autre étape. Par l'entremise de Pierre Shedleur, premier vice-président, Marché public du Québec, l'entreprise remettrait à la Fondation un don de 60 000 \$ destiné au développement de la bibliothèque virtuelle¹. Ce don s'ajoute à la contribution exceptionnelle déjà consentie par l'entreprise dans le cadre de la récente campagne majeure de la Fondation.

J.A. Martin



M. Pierre Shedleur, premier vice-président, Marché public du Québec, Bell Canada.

Monsieur Shedleur annonçait également qu'il s'impliquerait activement dans la campagne de la Fondation visant à recueillir 500 000 \$ pour le projet de bibliothèque virtuelle.

La cérémonie qui soulignait cette contribution a permis de constater que les représentants de l'Université et leurs partenaires partagent une vue commune sur le rôle avant-gardiste joué par les bibliothèques de l'UQAM quant à l'utilisation des technologies. «On a été des pionniers, soulignait la rectrice Paule Leduc, et on voudrait continuer à l'être». Répondre aux besoins accrus des usagers des bibliothèques dans le contexte des contraintes économiques actuelles exige beaucoup d'imagination, ainsi qu'un appareillage puissant et diversifié. Nul doute que le don de Bell Canada et l'implication de son représentant constituent un atout de taille pour relever le défi.

1 Voir l'article sur Manitou, en page 1

Physique, mathématiques et informatique

Favoriser une collaboration optimale entre les universités

Dans son cinquième rapport, la Commission des universités (CUP) s'est penchée sur les programmes de physique, de mathématiques et d'informatique. Premiers constats? La physique, comme les mathématiques, constitue un savoir fondamental, largement mis à profit dans les autres sciences. Aussi, leur enseignement est-il jugé essentiel, et ce en dépit du fait que le nombre de praticiens formés ait chuté de manière importante. Du côté de l'informatique, on souhaite même une intensification de la formation, en raison notamment du fort potentiel d'innovation de la discipline et de la pénurie de main d'oeuvre qui sévit actuellement. Toutefois, la CUP rappelle que les programmes de sciences exigent des ressources considérables. Les institutions sont donc invitées à faire des choix de concertation et de complémentarité entre elles, dans les plus brefs délais, de manière à garantir la diversité et la qualité de la formation scientifique au Québec.

Physique: une carte à redéfinir

Selon la CUP, le problème que connaît la physique réside dans la conjugaison de deux phénomènes: la réduction de la clientèle au premier cycle et la contraction de l'effectif professoral¹.

Dans la mesure où 70 % des étudiants au baccalauréat sont inscrits dans les quatre universités mont-réales, la CUP recommande que d'ici septembre 1999, soient créés des programmes dits «à volets intégrés». Ces derniers permettraient aux étudiants de troisième année de se composer un menu «à la carte», à partir d'une banque commune aux quatre établissements, qui tiendrait compte des deux axes linguistiques. Après en avoir fait l'essai, les universités pourraient étendre la formule aux deux premières années du bac.

En ce qui concerne la formation aux cycles supérieurs, les universités sont également conviées à élaborer divers scénarios de collaboration: partage de programmes, recours aux spécialistes reconnus dans un domaine pour préparer des cours ou des séminaires, diriger des mémoires et des thèses, etc. Bien plus, les directeurs des départements de physique du Québec sont invités à planifier ensemble «les limites et le contenu des domaines à couvrir en physique aux trois cycles» et à convenir de la part de chaque département dans cette offre de programme. Ce projet d'envergure, la CUP le confie à un Comité des directeurs devant se constituer dès cet automne, afin de pouvoir produire un rapport au printemps.

Enfin, selon la CUP, la consolidation et l'avenir de la physique



passent par une planification aux trois cycles: les universités ne disposant pas d'un environnement de recherche actif, supporté par une masse critique de professeurs dont l'apport est attesté par les subventions ou le rayonnement international de leurs travaux, sont d'ailleurs appelées à réévaluer leur capacité à maintenir un baccalauréat spécialisé en physique.

Mathématiques: un modèle à suivre

La CUP a tenu à rappeler qu'avec la création, en 1991, de l'Institut des sciences mathématiques (ISM)², cette discipline s'avère déjà largement acquise à la concertation, du moins aux cycles supérieurs. De plus, la CUP encourage l'Institut à poursuivre son projet pilote qui vise à instaurer un partage des cours spécialisés de la fin du premier cycle entre l'UQAM et l'UdeM. En fait, le modèle d'organisation de l'ISM devrait, selon la CUP, constituer une source d'inspiration pour d'autres départements ou facultés.

Les principaux problèmes du secteur des mathématiques qui ont retenu l'attention de la CUP réfèrent à son enseignement, qui a été progressivement décentralisé vers les départements des disciplines auxquelles elles sont appliquées. Or, selon la CUP, les universités auraient intérêt à lever certaines barrières départementales en vue d'une meilleure utilisation des compétences spécialisées du corps professoral. Par ailleurs, la CUP constate une importante baisse de la formation disciplinaire dans les programmes de formation des maîtres au secondaire, un phénomène à l'égard duquel elle ne cache pas son inquiétude.

Informatique: l'université ne suffit pas à la demande

La main d'oeuvre qualifiée dans le domaine de l'informatique, rappellent les auteurs du Rapport, est une denrée aussi convoitée que rare: au Québec seulement, 2 000 postes seraient vacants. La demande pour une formation universitaire dans le domaine est donc élevée. Si, de prime abord, la CUP ne s'oppose pas à la création de baccalauréats en informatique, elle tient toutefois à rappeler aux

institutions qu'elles doivent alors fournir aux départements les ressources humaines et matérielles nécessaires pour qu'ils puissent assumer leurs responsabilités.

Par ailleurs, la CUP constate que la pénurie de main d'oeuvre se répercute à l'université où les étudiants sont souvent recrutés sitôt leur diplôme de premier cycle obtenu, voire même en cours de formation. L'entreprise privée exerce également son attrait sur le corps professoral, lequel aura connu, de 1995 à 2000, une diminution de 3 % de ses effectifs. Dans la mesure où le phénomène s'observe aussi en génie informatique, la CUP invite les universités à examiner la possibilité d'un rapprochement intra-universitaire entre ces deux secteurs, pour des cours précis ou des portions de curriculum. Enfin, la CUP suggère aux universités et au ministère de l'Éducation, accompagnés de partenaires industriels et du secteur de l'enseignement, de créer une table de concertation en vue d'examiner les avenues de solution à la pénurie de main-d'oeuvre dans le secteur des technologies de l'information. Entre-temps, la CUP juge opportun que les institutions élaborent des formations de courte durée au 2^e cycle, pour les diplômés des sciences et génie, qui pourraient ainsi profiter de perspectives d'emploi intéressantes.

1 En 1986, 920 étudiants fréquentaient les programmes de baccalauréat en physique alors que dix ans plus tard, les effectifs sont évalués à 661 étudiants. Quant au corps professoral, il s'élevait à un peu plus de 160 membres en 1997, soit une diminution de 13,6 % depuis 1995.

2 Créé par les quatre universités mont-réales, l'ISM accueille dorénavant les universités de Sherbrooke et Laval. Ses programmes d'études supérieures regroupent des chercheurs travaillant dans un même domaine, sans égard à leur université d'attache, et les cours font l'objet d'une concertation entre les établissements membres. Au fil des ans, l'Institut a consolidé dix programmes de recherche, créé un programme de bourses d'excellence, institué des colloques, etc.

L'UQAM

Éditeur

La direction du Service de l'information et des relations publiques

Université du Québec à Montréal
Case Postale 8888, Succ. «Centre-ville»
Montréal, Qué., H3C 3P8

Service de l'information interne

Directeur: Jean-Pierre Pilon
Rédaction: service de l'information interne

Tél.: 987-6177

Local J-M330

Adresse électronique:

JOURNAL.UQAM@UQAM.CA

Version W3: <http://www.medias.uqam.ca>

Le service de l'information interne

est responsable de la publication

de l'UQAM dont le contenu n'engage

pas la direction de l'Université.

Publicité:

Rémi Plourde: 987-4043

Secrétaire: France Brûlé: 987-6177

Photographies:

J.A. Martin et Sylvie Trépanier

Mise en page:

Services graphiques, SIRP

Dépôt légal:

Bibliothèque nationale du Québec

Bibliothèque nationale du Canada

ISSN 0831-7216

La reproduction des articles, avec

mention obligatoire, est autorisée

sans préavis.

Les sciences de la vie et la chimie: un savoir utile et des programmes performants

L'avancement des sciences de la vie et de la chimie telles qu'enseignées dans les universités, de même que l'expertise des diplômés en ces matières, contribuent directement «à l'essor de la société québécoise, à sa qualité de vie et à sa croissance au sein d'une nouvelle économie du savoir». Voilà le constat nettement positif que dresse la Commission des universités sur les programmes (CUP) dans le sixième rapport qu'elle vient tout juste de déposer, lequel portait sur les programmes de biologie, de chimie, de biochimie, de microbiologie, des sciences biomédicales et des sciences de l'environnement.

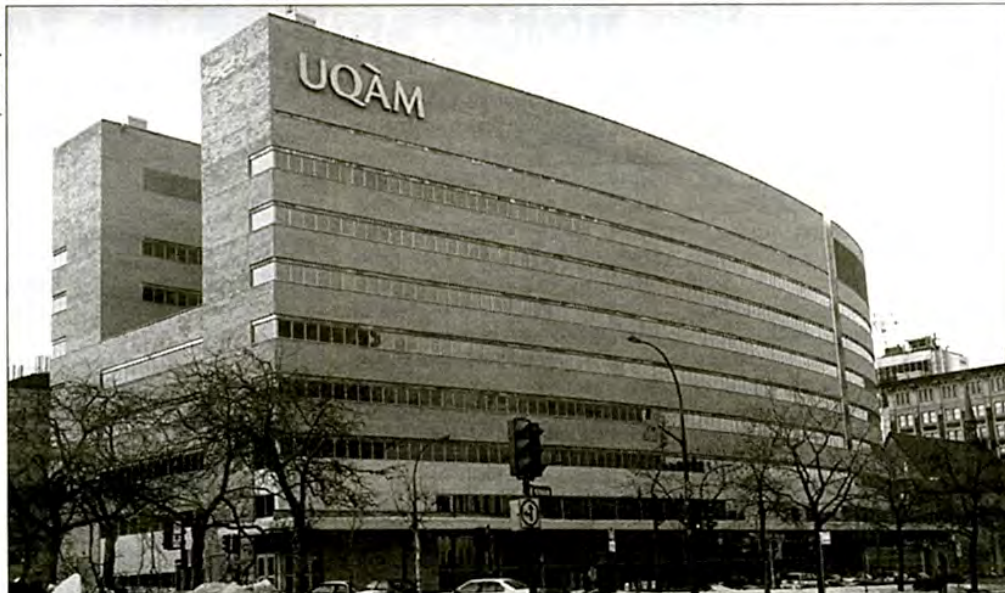
La qualité des programmes

Les programmes¹ dans les six secteurs examinés offrent, selon la CUP, une formation de qualité, à la fine pointe des nouvelles connaissances. À cet égard, la Commission retient le large éventail d'orientations complémentaires offert par les établissements universitaires, la diversité des approches pédagogiques utilisées, le haut niveau de financement de la recherche et l'étendue des réseaux de collaboration tissés sur les plans national et international. À cela, s'ajoutent une augmentation de la clientèle, des taux de réussite enviables et un taux de placement intéressant, surtout après l'obtention d'un diplôme d'études supérieures. La CUP invite

cependant les universités à intégrer dans leurs programmes des cours sur l'éthique ou l'entrepreneuriat. Ceci, afin «de mieux préparer les diplômés à répondre aux exigences de la nouvelle économie, de stimuler la valorisation des fruits de la recherche, et d'éclaircir les enjeux éthiques qui ne cessent d'émerger avec l'avancement de la génétique et de la biologie moléculaire».

Les effets des coupures

Les récentes compressions budgétaires, selon la CUP, ont entraîné d'importantes répercussions en sciences de la vie et en chimie. Ainsi, depuis cinq ans, près de la moitié des programmes ont été réévalués par les institutions. Le déclin du financement public de la recherche et la décroissance de 7,4 % du nombre de professeurs réguliers de 1992 à 1997, suscitent également moult craintes. Afin de combler les postes laissés vacants à la suite des départs à la retraite, la CUP recommande aux unités d'élaborer un scénario de collaboration de manière à ce que les étudiants puissent accéder à l'expertise disponible dans l'ensemble des départements actifs aux cycles supérieurs. De plus, la CUP suggère d'explicitier les critères d'habilitation à diriger les thèses et les mémoires, de même que les modalités de reconnaissance du travail de supervision réalisé à l'extérieur de l'institution d'attache des professeurs. La Commission



estime en outre que tout nouveau programme aux cycles supérieurs doit tenir compte des complémentarités entre les universités.

Par ailleurs, on constate que l'enseignement pratique dans les laboratoires et sur le terrain semble avoir particulièrement souffert des contraintes budgétaires. Or, la CUP rappelle aux universités qu'elles doivent mettre à la disposition des étudiants les laboratoires et les équipements appropriés, ainsi que le personnel professionnel et technique requis, afin de continuer à

dispenser une formation véritablement adéquate. Aux établissements qui envisagent contingerter les admissions, la CUP tient à préciser qu'une telle décision aurait pour résultat de «priver le Québec d'une main-d'œuvre hautement qualifiée dans les domaines de pointe des sciences de la vie et de la chimie, main-d'œuvre réclamée de manière récurrente par l'industrie du savoir». Conclusion du rapport? Pour que tout le potentiel québécois en matière de santé, de ressources naturelles, d'agriculture, et d'alimentation puisse se concrétiser, les uni-

versités doivent conserver les moyens de faire de l'enseignement et de la recherche en sciences de la vie et en chimie.

¹ La CUP a dénombré 180 programmes offerts en sciences de la vie et en chimie, auxquels sont inscrits plus de 11 000 étudiants. À noter que la Faculté des sciences de l'UQAM offre des programmes dans quatre des six secteurs examinés par la CUP, soit: chimie, biochimie, biologie et sciences de l'environnement.

L'interdisciplinarité, un thème qui mérite réflexion !

Dernièrement, à l'UQAM, se constituait un groupe visant à développer une réflexion systématique sur la problématique de l'interdisciplinarité. Le groupe, composé de chercheurs du Centre interdisciplinaire de recherche sur l'apprentissage et le développement en éducation (CIRADE), de l'Institut des sciences de l'environnement (ISE) et de l'Institut de recherches et d'études féministes (IREF), entend organiser des rencontres de discussion avec conférencier invité, développer un programme d'étude et en diffuser les résultats. Selon Catherine Garnier, directrice du CIRADE, «l'interdisciplinarité s'est développée au gré des pratiques sans une véritable réflexion en profondeur et sans lieux pour en débattre». En fait, les expériences interdisciplinaires sont peu connues et il faudrait, croit-elle, les diffuser afin de les valoriser et en accroître le nombre.

Qu'est-ce que l'interdisciplinarité ?

Pour certains chercheurs, les disciplines reposeraient sur des méthodes



Mme Catherine Garnier, directrice du Centre interdisciplinaire de recherche sur l'apprentissage et le développement en éducation (CIRADE).

ou des approches qu'elles appliqueraient ensuite à différents objets (sociologie de la religion, de la science, du travail, etc.). L'interdisciplinarité¹, pour sa part, s'attacherait à un objet d'étude pour l'aborder sous tous les angles, adoptant successivement ou simultanément le point de vue de disciplines déjà constituées.

Par exemple, la recherche sur les matériaux nouveaux en sciences physiques relèvent autant de la chimie, de la physique que de la biologie. Pour les partisans de l'interdisciplinarité, les disciplines se seraient institutionnalisées et auraient tendance à générer une dynamique de cloisonnement peu favorable au développe-

ment de l'esprit critique. Catherine Garnier, quant à elle, déplore l'existence de «partitions disciplinaires partitanes».

Les avantages de l'interdisciplinarité

À l'UQAM, l'éducation et les sciences de l'environnement, notamment, sont des champs privilégiés où se développe l'interdisciplinarité. Ainsi, en sciences de l'environnement, souligne Mme Garnier, «on fait fi de la partition entre sciences naturelles et sciences humaines. On fait le pari de combiner la physique, la biologie, les sciences politiques, etc». Dans la conjoncture actuelle, ajoute-t-elle, l'interdisciplinarité contribue non seulement à changer les stratégies de recherche mais à faire travailler des équipes de chercheurs. D'ailleurs, il existe des organismes subventionnaires qui n'accordent de subventions qu'aux équipes interdisciplinaires. Enfin, Mme Garnier insiste sur la pertinence sociale de l'interdisciplinarité. On ne peut, selon elle, s'attaquer à des problèmes sociaux complexes et globaux, comme celui du décrochage scolaire,

sans faire appel à l'aide et à l'interaction de chercheurs provenant de disciplines différentes.

Catherine Garnier regrette qu'il n'y ait pas de reconnaissance institutionnelle de ce qui fonde l'existence même de centres de recherche comme le CIRADE, l'ISE ou l'IREF. Il faudrait, à son avis, une volonté institutionnelle d'investissement en faveur de l'interdisciplinarité, ainsi que la création de structures ou de lieux d'échanges qui lui permettent de se maintenir et de s'épanouir. «La science est en train de devenir une religion avec ses ayatollahs, alors qu'elle devrait être un lieu de débats et de remises en question, ce à quoi peut contribuer l'interdisciplinarité».

¹ L'interdisciplinarité implique en général une interaction entre diverses disciplines. Il existerait deux catégories d'interdisciplinarité: une interdisciplinarité d'affinité (ex.: biologie et physique) et une autre de complémentarité (ex.: le politologue qui discute de théâtre).

Rapprochement modules/départements

Pour une meilleure intégration des programmes de tous les cycles

Cet été, un comité, chargé par la Commission des études de poursuivre la réflexion sur le rapprochement entre les modules et les départements, remettait son rapport qui, depuis, a été acheminé aux Facultés en tant que document-cadre. Créé l'an dernier dans le contexte de la réorganisation académique à l'UQAM, le comité avait pour mandat d'analyser les modalités relatives au rapprochement modules/départements et ses impacts sur, notamment, les études supérieures et l'harmonisation des programmes à tous les cycles. Il devait également définir un cadre général suffisamment souple pour s'adapter à la diversité des situations dans les Facultés.

Pourquoi un rapprochement ?

Comme l'explique Réginald Trépanier, du Décanat des études de premier cycle et secrétaire du comité, «on a constaté, au fil des années, que la double structure modules/départements avait produit dans certains cas des effets pervers. Ainsi, les programmes de premier cycle, relevant des modules, n'avaient pas été suffisamment pris en charge par les départements. Par ailleurs, d'autres problèmes ont surgi tels que les lacunes en matière d'encadrement des étudiants au premier cycle et un taux d'abandon élevé. Bref, des correctifs s'imposaient».

Le rapprochement a pour objectifs: d'assurer une responsabilisation plus grande des professeurs (ou des départements) à l'égard des programmes de premier cycle; de favoriser une meilleure intégration des programmes à tous les cycles; de rapprocher les programmes des activités de recherche/création. «Le rapprochement, ajoute M. Trépanier, vise une plus grande synergie, ce qui devrait se traduire par un encadrement plus soutenu des étudiants et donc une meilleure formation».

Maintenir les acquis de la double structure

En dépit des problèmes constatés, les forces de la structure modulaire – comme lieu d'élaboration de programmes, lieu d'accueil et de participation étudiante active¹, lieu de représentation du monde socio-économique – doivent être préservées, indique le rapport. Selon M. Trépanier, «il faut conserver les avantages de la culture modulaire, comme la responsabilisation des étudiants à l'égard de leur propre formation, la présence de représentants du milieu socio-économique dans les comités de programme, surtout ceux à caractère professionnel, et une ouverture bien ciblée à la multidisciplinarité permettant aux étudiants d'acquérir une formation complémentaire».



M. Réginald Trépanier, du Décanat des études de premier cycle.

Créer des comités de programme

Le rapport propose la création, à tous les cycles d'études, de comités de programmes qui seraient responsables de la définition des objectifs des programmes, de leur évaluation et révision, de la préparation des commandes de cours, de l'évaluation des enseignements, de l'admission, de l'accueil et de l'encadrement des étudiants, etc. À titre indicatif, le rapport établit une typologie des programmes dans chaque Faculté, selon trois catégories: des programmes départementaux (axés sur une discipline principale), facultaires² (supportés par deux ou trois départe-

ments dans une même Faculté), et interfacultaires (ayant deux ou plusieurs vis-à-vis départementaux de Facultés différentes).

Les comités de programme comprendraient un nombre égal d'étudiants et d'enseignants et pourraient administrer plusieurs programmes. Ils seraient présidés par un professeur (directeur ou responsable) désigné par eux³. Un même professeur pourrait être directeur d'un ou de plusieurs programmes de même type ou de types différents⁴, ainsi que de plusieurs programmes de cycles différents. «Au premier cycle, souligne M. Trépanier, les comités de programme auront le même mandat que celui des conseils de modules. Ils devront toutefois se concerter avec les départements dans un esprit de coresponsabilité».

Le rapport suggère également la formation d'équipes pédagogiques de programme regroupant des professeurs et des chargés de cours. «Celles-ci, de préciser M. Trépanier, ne cherchent pas à se substituer aux comités de pro-

gramme mais représentent, pour les enseignants, des outils de concertation pédagogique visant à améliorer la formation des étudiants.»

Perspectives

Au cours des prochaines semaines, chaque Faculté aura à statuer sur le rattachement départemental ou facultaire des programmes, examiner leur configuration d'ensemble et veiller au processus de nomination des responsables de programme⁵. Les doyens de Faculté devront aussi se pencher sur les possibilités de rapprochement géographique et administratif entre les programmes de premier cycle et les départements. «Nous espérons, conclut M. Trépanier, que le rapprochement modules/départements permettra une plus grande continuité dans la formation des étudiants aux trois cycles d'études».

- 1 Signalons que les conseils de modules, responsables des programmes de premier cycle, permettent une représentation étudiante paritaire
- 2 Il est convenu que les programmes départementaux seraient rattachés à un département (le comité de programme et l'assemblée départementale ayant à travailler en association), alors que les programmes facultaires seraient rattachés directement à la Faculté.
- 3 Dans le cas de programmes départementaux, quel que soit le cycle d'étude, la nomination du directeur de programme devra être approuvée par le département.
- 4 Il peut s'agir d'un ou plusieurs baccalauréats; d'un ou plusieurs certificats; ou de baccalauréats et certificats.
- 5 À noter également qu'un comité technique a été créé afin de revoir les règlements nos 3, 5 et 8 de l'UQAM (certains relatifs aux études de premier cycle et de cycles supérieurs) à la lumière des dispositions contenues dans le rapport du comité sur le rapprochement entre modules et départements.

Traitement plus rapide des demandes d'admission

À l'heure où la clientèle diminue¹, les institutions rivalisent grandement pour maintenir leur position et recruter de nouveaux étudiants. Dans ce qui s'avère d'abord une course contre la montre, l'UQAM obtient, quant à la rapidité de traitement des demandes d'admission, une confortable longueur d'avance de près de 10 % par rapport à ses principales concurrentes. De quoi faire taire la rumeur qui voulait que l'UQAM soit lente dans ce domaine.

«Trois semaines après la date limite pour déposer les demandes d'admission au 1^{er} cycle, l'Université avait déjà traité 54 % des 27 893 demandes reçues, explique le directeur de l'admission et du recrutement d'étudiants, M. Yves Jodoin. Dans le même laps de temps, Laval a traité 39 % des 19 800 demandes reçues; Sherbrooke, 43 % des 10 641 demandes et Montréal, 45 % de 37 159 demandes». Bien que l'UQTR ait été la plus rapide, en traitant 69 % des demandes reçues, soit 15 % de plus que l'UQAM, la comparaison est moins significative

puisque le volume est sans commune mesure, l'UQTR ayant reçu le dixième des demandes reçues par l'UQAM, soit 2 630.

Jusqu'à cette année, aucune étude ne permettait de mesurer la rapidité du traitement des demandes dans les différentes universités. Au printemps dernier, les registriats ont divulgué leur performance respective, ce qui a permis de comparer les résultats rapportés plus haut.

Des mesures simples et efficaces

Différentes mesures ont permis à l'UQAM d'atteindre sa vitesse de croisière. On a d'abord simplifié le processus dans plusieurs programmes contingentés, en sélectionnant les nouveaux étudiants provenant du Cégep uniquement sur la cote de rendement, communément appelée «cote R», anciennement «cote Z». Des analyses ont d'ailleurs démontré que le lourd et long processus de sélection (entrevues, examens, etc.) menait au même résultat, mais était fort coûteux en temps et en ressources humaines. La

deuxième mesure prise, explique M. Jodoin, «a été de fournir une réponse rapide aux demandes dans les programmes non contingentés», plutôt que de traiter d'abord les programmes contingentés, comme c'était le cas auparavant.

Pour arriver à recruter entre 12 000 et 13 000 nouveaux étudiants, il faut traiter plus de 25 000 demandes d'admission, ce qui signifie entre 40 000 et 50 000 choix de programmes, puisque chaque demande peut comporter jusqu'à trois choix. Notons que la performance de l'UQAM a été obtenue avec moins d'employés qu'auparavant, et en utilisant le même système informatique.

1 En 1998, l'UQAM a reçu 30 % moins de demandes qu'en 1992.

Le Nagra Café Bistro

335 de Maisonneuve Est

(514) 842-9582

vous souhaite la bienvenue

Menu Express du Midi

- Soupe du jour
- Express du jour
- Café rég. ou thé

10\$ Taxes incluses

Venez partager notre cuisine française aux accents provençaux, au cœur du Quartier Latin

Subventions CRSH à la recherche

Nos chercheurs se surpassent

L'année 1998-1999 s'avère excellente pour les chercheurs de l'UQAM subventionnés par le Conseil de recherches en sciences humaines (CRSH). L'octroi de 41 subventions ordinaires pour une enveloppe triennale de 2 296 773 \$ installe l'Université en 4^e position à l'échelle nationale, une remontée de deux rangs par rapport à l'année dernière. Du côté des subventions stratégiques qui doivent leur nom au fait qu'elles portent sur un ou des thèmes imposés, l'Université récolte le second rang, juste derrière l'Université York, devançant ainsi Laval, Toronto, Simon Fraser, Queen's et Montréal. Les quatre subventions obtenues dans cette catégorie abordent le thème des femmes et du changement. Elles totalisent 343 000 \$, et conduisent l'UQAM du 8^e au 2^e rang national dans cette catégorie (voir tableau).

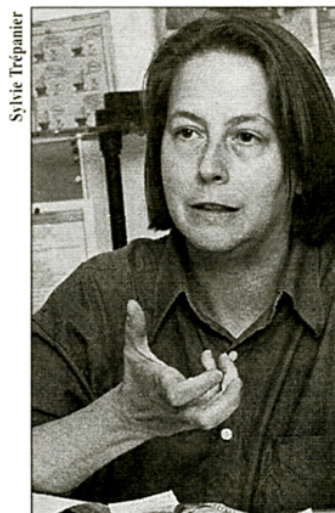
Des 721 professeurs éligibles à une subvention du CRSH, 87 ont soumis une demande. Près de la moitié (47,1 %) d'entre eux ont vu leur demande acceptée. Selon Dominique Michaud du Service de la recherche et de la création, «Il s'agit d'une très belle performance. Dans les années passées, notre taux de réussite dans les concours du CRSH tournait autour de la moyenne nationale. L'an dernier, par exemple, il était de 34 %, alors que la moyenne nationale atteignait 35 %. Cette année, avec un taux de réussite de 47 %, soit 13 % de plus qu'en 1997-1998, on passe au-dessus de la moyenne nationale qui se situe à 43 %».

Le Conseil a accordé aux chercheurs uquiens le tiers des sommes demandées dans la catégorie des subventions ordinaires. Du côté des subventions stratégiques, qui sont toutes allouées cette année à des chercheurs liés à l'Institut de recherches et d'études féministes (IREF), 53 % des sommes demandées ont été accordées. «Cette performance n'a été battue qu'une fois, en 1994-1995, lorsque le CRSH avait accordé les deux tiers des argents demandés», signale Mme Michaud.

Ottawa augmente le financement : 8 subventions ajoutées

Ces résultats très encourageants accompagnent une importante augmentation du financement des trois conseils subventionnaires fédéraux, qui avaient subi des coupures budgétaires drastiques ces dernières années. Le lobbying musclé qui a suivi ces coupures n'est certes pas étranger à l'injection de 101 M \$ au CRSH - une augmentation de 7,4 % par rapport à l'année précédente - ce qui ramène le niveau de financement de l'organisme à celui de 1994-1995. À la suite de l'injection de nouveaux fonds, huit subventions supplémentaires ont été accordées à des chercheurs de l'UQAM, en juin dernier, gonflant l'enveloppe de 478 766 \$. Sur une base triennale, les sommes allouées tournent donc, en moyenne, autour de 60 000 \$.

Si certains chercheurs ou équipes en sont à leur troisième et même quatrième cycle de subventions, plusieurs décrochent la manne du CRSH pour



Mme Dominique Michaud, attachée d'administration au Service de la recherche et de la création, Décanat des études de cycles supérieurs et de la recherche.

une première fois. Signalons par ailleurs le fait que deux chargés de cours se sont vu octroyer des subventions, Marie-Aimée Cliche du département d'histoire et Serge Lebel, du département des sciences de la terre.

Le Service de la recherche et de la création (SRC) peut fournir une aide précieuse dans la préparation des demandes de subventions. La qualité du dossier, dont la présentation de la réflexion théorique et du curriculum vitae, la description du rôle et des tâches des étudiants, la prise en compte des critères d'évaluation, la ventilation du budget, tout cela peut faire la différence.

Bourses de doctorat CRSH 1998-1999

Le plus haut taux de succès en cinq ans

Universités	Demandes soumises en présélection	Demandes recommandées au CRSH	Taux de réussite ² (Nombre de boursiers)	
Autres ¹	3	1	1	100,0%
Concordia	40	18	9	50,0%
ENAP	2	2	0	0,0%
HEC	8	5	1	20,0%
INRS	10	6	4	66,7%
Laval	148	73	28	38,4%
McGill	168	82	30	36,6%
Montréal	152	74	21	28,4%
Polytechnique	0	0	0	-
Sherbrooke	12	6	1	16,7%
UQAC	3	3	0	0,0%
UQAH	3	3	0	0,0%
UQAM	123	34	21	61,8%
UQAR	5	5	0	0,0%
UQTR	6	5	1	20,0%
Total:	683	317	117	36,9%
Rang UQAM:	4^e	4^e	3^e	2^e 3 (ex aequo)

- 1 Autres: Cégep du Vieux-Montréal, Dawson College et institution non spécifiée.
 2 Taux de réussite = nombre de boursiers/nombre de candidatures recommandées.
 3 L'UQAM obtient le 2^e meilleur taux de réussite au concours si l'on ne tient pas compte du taux de réussite «Autres» (peu significatif).

Source: Résultats au concours de bourses de doctorat, CRSH

Avec un taux de réussite de 61,8 % au concours de bourses de doctorat du Conseil de recherches en sciences humaines (CRSH), les étudiants de l'UQAM ont obtenu cette année leur plus haut taux de succès en cinq ans. Ces résultats dépassent nettement ceux de l'ensemble des universités canadiennes (43 %)¹, de même que ceux des autres universités québécoises: McGill (36,6 %), Université de Montréal (28,4 %) et Université Laval (38,4 %). Seul l'INRS dame le pion à l'UQAM, obtenant un taux de succès de 66,7 %, avec toutefois un volume beaucoup plus petit, soit quatre boursiers.

Sur les 34 candidatures recommandées par l'UQAM lors du concours, le Conseil en a donc retenu 21. Ces nouveaux boursiers portent à 42 le nombre de boursiers CRSH à l'UQAM². Les bourses, d'une durée de six à 48 mois, récompensent évidemment les étudiants de doctorat considérés les plus «méritants».

L'augmentation du budget du CRSH accordée par le gouvernement fédéral l'année dernière s'est traduite par une hausse du nombre ainsi que du montant des bourses allouées, qui grimpent de 15 000 \$ à 16 620 \$ par année.

Des retombées intéressantes

Pour chaque université, le CRSH détermine un quota annuel de candidatures qui peuvent lui être recommandées. Ce calcul tient compte de

nombre de nouvelles bourses obtenues par l'université lors des trois derniers concours. L'excellente performance des étudiants de l'UQAM en 1998-1999 génère donc une retombée fort intéressante: le quota pour le concours 1999-2000 passe de 34 à 45. Il est donc possible d'espérer une autre augmentation du nombre de boursiers CRSH l'an prochain. Notons à cet effet que la date limite pour déposer les demandes de bourses de doctorat CRSH aux départements est le 30 octobre, et le 13 novembre au Décanat des études de cycles supérieurs et de la recherche. Le guide et le formulaire accompagnant une demande peuvent être consultés et téléchargés à l'adresse suivante: www.sshrc.ca

- 1 Des 1 392 candidats recommandés au CRSH par l'ensemble des universités canadiennes, 599 ont été retenus.
 2 Ce nombre pourra toutefois changer en cours d'année, puisque des étudiants peuvent se désister ou changer d'université. Des boursiers peuvent aussi venir s'inscrire à l'UQAM.

RÉSULTATS GLOBAUX DES SEPT MEILLEURES UNIVERSITÉS AU CRSH

Concours 1998-1999- subventions ordinaires

Universités éligibles	Profs		Demandes		Octrois de subventions		Volume triennal		Rang
	N		N	(%)	N	(%)	\$	(%)	
University of Toronto	1 267		155	(12,2%)	82	(52,9%)	4 357 484 \$	(38,7%)	1
University of British Columbia	880		82	(9,3%)	51	(62,2%)	3 061 032 \$	(45,8%)	2
Université de Montréal	703		92	(13,1%)	46	(50%)	2 545 342 \$	(31,6%)	3
UQAM	721		87	(12,1%)	41	(47,1%)	2 296 773 \$	(33,6%)	4
McGill University	598		87	(14,5%)	38	(43,7%)	2 277 766 \$	(31,9%)	5
Université Laval	899		88	(9,8%)	35	(39,8%)	2 101 506 \$	(29,8%)	6
University of Western Ontario	528		53	(10%)	33	(62,3%)	1 661 360 \$	(46,6%)	7
CRSH	18 903		1611	(8,5%)	692	(43%)	36 426 269 \$	(31,4%)	

Concours 1998-1999- subventions stratégiques

Universités éligibles	Profs		Demandes		Octrois de subventions		Volume triennal		Rang
	N		N	(%)	N	(%)	\$	(%)	
York University	928		8	(0,9%)	6	(75%)	687 602 \$	(71,6%)	1
UQAM	721		5	(0,7%)	4	(80%)	343 000 \$	(53,5%)	2
Université Laval	899		3	(0,3%)	3	(100%)	298 680 \$	(71,2%)	3
University of Toronto	1 267		5	(0,4%)	2	(40%)	179 600 \$	(24,4%)	4
Simon Fraser University	393		4	(1%)	1	(25%)	145 000 \$	(19,7%)	5
Queen's University	416		3	(0,7%)	2	(66,7%)	135 000 \$	(38,1%)	6
Université de Montréal	703		5	(0,7%)	1	(20%)	126 000 \$	(16,3%)	7
CRSH	18 903		79	(0,4%)	33	(41,8%)	2 505 080 \$	(27,7%)	

Source: Statistiques sur les concours, version préliminaire 1998-1999, juin 1998, CRSH

La mineure en étude de la population:

Un parti-pris interdisciplinaire, multidépartemental mais aussi ... interfacultaire

Avec sa nouvelle mineure de premier cycle en étude de la population, la non moins nouvelle Faculté des sciences humaines que dirige, à titre de doyen intérimaire, le professeur Marcel Rafie, inaugure la première d'une série de mineures interdisciplinaires et multidépartementales, lesquelles afficheront dès que possible leur vocation interfacultaire. Ainsi, des mineures en études féministes et en sciences du langage sont sur le point de voir le jour, alors que celles en études interethniques, en philosophie et en sciences, technologiques et société, sont en voie d'élaboration.

Sur le plan administratif, la mineure en étude de la population est rattachée au module de géographie, que dirige actuellement le professeur Robert Desjardins. Centrée sur un objet unique, elle vise d'abord à apporter un complément concret à la formation des étudiants effectuant une majeure en géographie ou en histoire; notons qu'avec le temps, ce programme sera également arrimé à des majeures en économique, en sociologie et en urbanisme.

Pourquoi 30 crédits consacrés à l'étude de la population? À l'aube du troisième millénaire, les problématiques relatives aux populations humaines (natalité, migrations, démolinguistique - telle la survie du fait francophone en Amérique, etc.) sont actuelles et souvent complexes. «L'étude de la population est une porte d'entrée et une plate-forme d'observation privilégiée pour l'interprétation et la compréhension de la société,» rappellent les professeurs des six départements qui ont, pendant un an et demi, piloté ce dossier avec un entrain manifeste. Il s'agit de Georges Anglade et Luc Loslier (géographie), Paul-Gérard Dumouchel (philosophie), André Piérard (sociologie), Jean-Claude Robert (histoire) et Éric Weiss-Altaner, (études urbaines et touristiques). À titre de vice-doyen de la famille des sciences humaines, Marcel Rafie a participé à l'ensemble du processus.

Qu'est-ce qui distingue ce programme des autres mineures existant à l'UQAM? Il n'est pas uniquement couplé à un programme précis, telle la mineure en géographie physique qui complète exclusivement la majeure en géographie, ou encore la mineure en gestion des archives jumelée au seul bac en histoire. Il n'est pas question non plus d'ouvrir tous azimuts cette mineure, non plus que celles à venir: par souci de cohérence et de logique, elles continueront de faire l'objet d'un arrimage précis à certaines disciplines, se distinguant ainsi des programmes d'autres établissements universitaires

- telle la mineure en démographie de l'UdeM.

Par leurs recherches et leurs enseignements, tous les membres de l'équipe précitée oeuvraient déjà dans le domaine, mais séparément. La mineure en étude de la population devient donc un lieu de convergence: elle résulte de la mise en commun de leurs réflexions, de leurs cheminelements et de leurs énergies, mais aussi des banques de cours de leurs départements respectifs. Il pourrait bien s'agir, à leur avis, d'un cadre de départ pour un développement concerté en matière d'enseignement et de recherche en population, lequel permettrait d'articuler de nouveaux projets: recherches, colloques, publications...



Dans l'ordre habituel, à l'arrière plan: les professeurs Paul Dumouchel, Georges Anglade et André Piérard. Devant, le doyen intérimaire Marcel Rafie, et les professeurs Jean-Claude Robert et Éric Weiss-Altaner.

Le CIRST en plein élan: nouveau protocole, nouvelle subvention

Le Centre interuniversitaire de recherche sur la science et la technologie (CIRST), dont le siège est à l'UQAM, commence l'année académique avec deux bonnes nouvelles: une subvention de 300 000\$ sur trois ans lui était récemment octroyée pour le financement de ses infrastructures de base dans le cadre du programme Centres du FCAR; par ailleurs, un nouveau Protocole d'entente officialisait il y a quelque temps la collaboration de l'Institut national de la recherche scientifique (INRS) aux activités du CIRST, portant à trois le nombre d'universités signataires - avec l'UdeM et l'UQAM.

En ces temps de disette financière, estime le directeur du CIRST, Robert Dalpé, une telle reconnaissance scientifique assortie d'une importante subvention a de quoi réjouir: outre le fait qu'elle permettra d'assurer la croissance du Centre dans un contexte difficile, elle rendra possible la concrétisation d'autres projets d'envergure telle la création de l'Observatoire des sciences et des technologies. Sans compter que le CIRST, devenu au cours de ses douze années d'existence le plus important regroupement de chercheurs au Canada spécialisés dans l'étude de l'activité scientifique et technologique, sera en mesure de se positionner pour tenter de réaliser son ultime ambition: rassembler tous les chercheurs qui se consacrent à cette problématique.

Pour l'institution, les retombées anticipées sont appréciables, note M. Dalpé. En effet, près de la moitié des



Au centre, Robert Dalpé, directeur du CIRST, entouré de trois membres: Petr Hanel, économie, Université de Sherbrooke, Pierre Doray, sociologie, UQAM, et Louise Bouchard, travail social, UQAM.

membres réguliers du Centre sont de l'UQAM, issus des départements d'histoire, de communications, de sociologie et de travail social - les autres professeurs-chercheurs provenant de l'Université de Sherbrooke, de l'UdeM, de McGill et de l'INRS. Il en va de même des étudiants gradués qui bénéficieront des deux-tiers environ de la subvention précitée sous forme de bourses, l'autre tiers devant servir à financer des activités diverses (conférences, colloques, etc.). Et Robert Dalpé de souligner l'appui indéfectible de l'Université dans ce dossier, en particulier du Service de la recherche et de la création et de son directeur, Marc Blain.

Rappelons que le CIRST est investi d'une double mission: la recherche interdisciplinaire sur les transformations, le rôle et la place de la science et de la technologie dans les sociétés contemporaines d'une part, et la formation de jeunes chercheurs d'autre part.¹ C'est pour mieux concrétiser cette mission que le Centre a déployé d'importants efforts au cours des dernières années pour aller chercher l'appui d'autres établissements universitaires. La récente signature du Protocole d'entente relatif au CIRST entre l'UQAM, l'UdeM et l'INRS, est venue concrétiser ces efforts, permettant du même coup de mieux articuler la collaboration crois-

sante entre les chercheurs des trois institutions.

¹ Dans sa livraison du 20 avril dernier (Vol. XXIV, no 14), le journal L'UQAM dévoilait la programmation de recherche du CIRST pour les trois prochaines années, laquelle s'articule, rappelons-le, autour des grands axes suivants: l'analyse du développement scientifique et technologique; l'analyse socio-économique et la gestion des technologies; l'analyse sociopolitique des usages et des incidences des technologies.

En cas de divorce ou de séparation

Comment protéger les droits de l'enfant ?

Une équipe de recherche interdisciplinaire¹, sous la responsabilité de Renée Joyal, professeure en sciences juridiques, recevait récemment une subvention du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSH) afin d'analyser, au cours des trois prochaines années, les dispositifs juridiques concernant la protection des droits et de l'intérêt de l'enfant dont la garde est contestée.

Contexte de la recherche

Le taux de séparations et de divorces a connu une forte progression au Québec et au Canada, en particulier au cours des années '70. Un phénomène qui suscite, encore aujourd'hui, des interrogations au sujet des effets à court et moyen terme de ces ruptures sur l'adaptation et l'équilibre des enfants concernés. Selon Mme Joyal, en 1997, à Montréal seulement, près de 6 000 dossiers de divorce étaient ouverts. Même si, rappelle-t-elle, la plupart des dossiers sont réglés à l'amiable, la garde des enfants constitue, dans bien d'autres cas, un objet de litige ou l'enjeu de batailles juridiques.



Mme Renée Joyal, professeure au département des sciences juridiques.

Quels objectifs ?

Le point de vue l'enfant, ignoré à l'origine, a progressivement tenu une place grandissante dans les préoccupations des tribunaux saisis de litiges en ce qui a trait à la garde des enfants de parents séparés ou divorcés. «Et

c'est dans la foulée de ces préoccupations, explique Mme Joyal, que se sont développés trois principaux dispositifs juridiques: 1) l'expertise psychologique ou psychosociale; 2) le témoignage de l'enfant; 3) la représentation de l'enfant par avocat». Aussi, le

programme de recherche a pour objectifs d'identifier et d'analyser les pratiques observables dans le cadre de ces trois dispositifs. On examinera leurs modalités de fonctionnement afin de mieux cerner la place réservée aux enfants dans le processus de décision, tout en déterminant si les règles et les pratiques observées sont appropriées à la situation des enfants et compatibles avec la préservation de leurs liens familiaux.

Comme le souligne Renée Joyal, de nombreuses questions méritent d'être soulevées: les expertises, quand elles sont multiples, ne risquent-elles pas d'amener les enfants à ressasser des souvenirs pénibles? Faut-il en limiter le nombre? Dans les cas de témoignages, comment éviter que les enfants soient victimes de pressions ou éprouvent un sentiment de culpabilité? Enfin, quels sont les avantages et les inconvénients de la représentation par avocat, une dynamique plus récente en train de se développer? «Notre perspective de recherche, précise Mme Joyal, repose sur la théorie des droits de l'enfant, une théorie centrée sur l'enfant en tant que personne à part entière qui occupe une place particulière dans la famille et la société».

Les retombées

Les résultats de la recherche (données factuelles, perceptions des acteurs concernés, analyses des constats effectués) donneront lieu à la publication d'une dizaine d'articles dans des revues scientifiques de droit, de psychologie, de sociologie et de service social, ainsi qu'à des communications dans divers forums. Mais, ajoute Renée Joyal, «nous voulons être sûrs que nos conclusions pourront être utilisées. Nous recommanderons des règles de pratique et les résultats de notre démarche seront communiqués à divers organismes intéressés par la problématique étudiée²».

- 1 Les autres chercheurs, membres de l'équipe interdisciplinaire, sont Richard Cloutier (Université Laval), Hubert Van Gijsegem (Université de Montréal) et Anne Quéniart (UQAM). Enfin, quatre étudiants de maîtrise et de doctorat participeront également aux travaux de recherche.
- 2 Parmi les organismes intéressés, mentionnons le Barreau du Québec, les corporations professionnelles des psychologues et des travailleurs sociaux, les Services d'expertise psycho-sociale et de médiation à la famille, les juges en chef et juges coordonnateurs de la Chambre de la Famille de la Cour Supérieure.

La grossesse à l'adolescence: un enjeu social d'envergure



Mme Anne Quéniart, professeure au département de sociologie.

Anne Quéniart et Shirley Roy, professeures au département de sociologie, viennent de recevoir une subvention de recherche du PAFARC¹ afin d'analyser un projet d'intervention communautaire auprès de jeunes mères qui vivent une situation de grande pauvreté. La recherche se mènera en partenariat avec le Service d'intégration à la collectivité (SIC), un organisme à but non lucratif implanté dans le quartier La Petite Patrie, qui oeuvre dans le domaine de l'hébergement jeunesse

tout en travaillant au développement de ressources d'aide auprès de jeunes en difficulté provenant de milieux défavorisés.

Les données du problème

Selon Anne Quéniart, «la grossesse à l'adolescence, chez des jeunes vivant dans l'isolement et la pauvreté, constitue un enjeu social d'envergure puisqu'il s'agit là d'un phénomène en croissance au Québec, et ce depuis plusieurs années». En fait, souligne-t-elle, de 1980 à 1993, le nombre de grossesses chez les 14-17 ans est passé

de 12,6 à 20,1 pour mille, ce qui représente une augmentation de 60 % (Gouvernement du Québec, 1997).

Par ailleurs, des études récentes démontrent que les conditions de vie de ces jeunes sont particulièrement difficiles, surtout quand ils proviennent de milieux défavorisés. À une absence de ressources économiques et matérielles, s'ajoutent la faiblesse des réseaux familiaux et l'instabilité résidentielle. Les jeunes mères vivent donc leur expérience de maternité dans des conditions qui ne favorisent nullement l'apprentissage de leur nouveau rôle et le développement de leur autonomie affective et financière. «Aussi la question du logement, soutient Anne Quéniart, au sens de lieu physique et de milieu d'appartenance dans lequel peuvent se développer des relations sociales supportantes, représente un problème majeur».

Objectifs et retombées de la recherche

Le projet de recherche de Mmes Quéniart et Roy s'inscrit dans un contexte bien précis. Ainsi, le SIC, avec quelques partenaires du quartier La Petite Patrie, a développé un projet d'appartement supervisé permettant aux jeunes mères et à leurs bébés de vivre dans un lieu stable et sécuri-

taire, facilement accessible et qui tient compte de leurs revenus. La recherche vise un triple objectif: 1) analyser le cheminement, en termes de besoins, d'attentes et de perceptions, des mères adolescentes sélectionnées par les intervenants du SIC pour résider dans les logements supervisés; 2) analyser le cheminement de jeunes pères, notamment des partenaires des jeunes mères du projet; 3) analyser le modèle d'intervention de l'organisme. «Offrir un hébergement supervisé, un type de ressource inexistant dans ce quartier, explique Mme Quéniart, est non seulement une innovation mais répond à un besoin urgent et plusieurs fois exprimé par les jeunes et les intervenants».

Selon la chercheuse, les résultats de la recherche devraient permettre au SIC et à ses partenaires de saisir les véritables attentes, besoins et perceptions des jeunes mères et des jeunes pères afin de réajuster le tir; de réfléchir sur les modèles d'intervention qui soient le plus adaptés à ces jeunes; de mieux connaître les caractéristiques sociales et familiales des mères, ainsi que leurs habiletés à solutionner les difficultés et les problèmes qu'elles rencontrent.

- 1 Les deux chercheurs vont également soumettre une demande de subvention auprès du Conseil québécois de la recherche sociale (CQRS).

Nouvelle registraire

Le poste de registraire de l'UQAM a été confié, le 12 octobre dernier, à Mme Claudette Jodoin, qui devient ainsi la première femme à exercer cette fonction au sein de l'Université. Titulaire d'une maîtrise en administration des affaires (MBA), Mme Jodoin poursuit, depuis 1988, une carrière à l'Université où elle a d'abord été adjointe au vice-recteur / vice-rectrice associé à l'en-

seignement et à la recherche, pour ensuite assumer, en 1997, la fonction d'adjointe à la vice-rectrice à la formation et à la recherche. À titre d'adjointe, Mme Jodoin a aussi assuré la direction intérimaire du Décanat de la gestion académique et celle du Service des stages. Enfin, mentionnons que la nouvelle registraire a également occupé, de 1984 à 1988, le poste d'adjointe au directeur de l'École des HEC.

Nouvelles activités de la Chaire Bombardier

Vers des liens plus étroits entre l'Université et le monde des entreprises

Pour l'année 1998-1999, la Chaire Bombardier en gestion des entreprises transnationales a conçu un nouveau programme d'activités en vue d'établir des relations plus étroites entre le milieu universitaire et celui des affaires, tout en faisant mieux connaître aux entreprises les étudiants de maîtrise et de doctorat.

Formation de futurs gestionnaires

Afin de contribuer à la formation de futurs gestionnaires capables d'affronter les défis de la gestion transnationale, la Chaire offrira, cette année,

deux bourses de recherche destinées aux étudiants de cycles supérieurs en administration. Il s'agit de trois bourses de 3 000 \$ en guise de soutien à la rédaction de mémoires et de cinq bourses de 5 000 \$ pour la rédaction de thèses de doctorat. Par ailleurs, la Chaire entend développer de nouveaux cours et séminaires dans le domaine de la «gouvernance» et de la gestion de l'entreprise transnationale. «Des activités qui, de préciser Mme Mihaela Firsirotu, titulaire de la Chaire, devraient profiter aux étudiants de l'UQAM et des autres universités membres du programme de doctorat conjoint en administration»¹.

Selon Mme Firsirotu, «les entreprises à base de connaissance² ont de plus en plus besoin de gestionnaires capables de développer une pensée stratégique et de comprendre les problématiques nouvelles qui surgissent». Ainsi, comment gouverner stratégiquement une entreprise dans un contexte de diversification des produits et des marchés ? Comment se positionner sur le plan international face à des conjonctures nationales et socio-politiques hétérogènes ? Comment concilier les cultures nationales avec les cultures d'entreprises multinationales ? Voilà des problématiques complexes qui, à son avis, exigent de la part des

gestionnaires actuels et futurs une forte capacité de conceptualisation ainsi qu'une vision globale et à long terme des enjeux.

Objectifs et nouvelles activités

La Chaire prévoit également d'autres nouvelles activités³ permettant d'atteindre deux objectifs particuliers: 1) accroître ses échanges avec les milieux académiques et des affaires; 2) réunir et diffuser l'information pertinente sur les nouveaux enjeux que suscite la transformation d'une entreprise locale en une société transnationale. D'abord, un Forum sur le «dialogue universités-entreprises pour la



Mme Mihaela Firsirotu, titulaire de la Chaire Bombardier en gestion des entreprises transnationales.

Prends ton avenir en main. La Stratégie emploi jeunesse du Canada peut t'aider. En appelant le 1 800 935-5555, tu apprendras comment :

- Acquérir de l'expérience de travail et participer à des stages ici ou à l'étranger.
- Obtenir un crédit d'impôt sur les prêts étudiants.
- La Subvention canadienne pour l'épargne-études peut aider les parents à épargner pour les études de leurs enfants.
- Obtenir les renseignements les plus récents concernant la planification de ta carrière et le marché de l'emploi.
- Ne pas payer d'impôt sur les retraits de tes REÉR si tu es un étudiant adulte ou à temps partiel.
- Le Répertoire national des diplômés aide les entreprises privées à recruter de jeunes diplômés pour des emplois permanents ou des étudiants pour des emplois d'été et des stages coopératifs.
- Obtenir des renseignements au sujet des subventions offertes aux employeurs pour l'embauche d'étudiants.
- Les Fonds des Bourses du millénaire peuvent t'aider et seront disponibles à compter de l'an 2000.

Pour en savoir plus sur la Stratégie emploi jeunesse du Canada, visite le site du Réseau d'information jeunesse au www.jeunesse.gc.ca



Stratégie emploi jeunesse Youth Employment Strategy

Canada



recherche appliquée», où seront invités des chefs d'entreprise, des boursiers de la Chaire, des étudiants de cycles supérieurs et des professeurs de diverses disciplines. En identifiant des sujets de recherche pertinents pour les entreprises, «le Forum, explique Mme Firsirotu, contribuera au développement d'un programme de recherche exploratoire intitulé *La création de valeur économique: les défis et les opportunités pour l'entreprise canadienne*».

Des séminaires, animés par des dirigeants d'entreprises canadiennes et/ou des professeurs réputés, seront également tenus sous le thème *Les enjeux du PDG: priorités qui mobilisent l'entreprise*. Celui de cet automne abordera le problème de la formulation de la vision et de la stratégie de l'entreprise. Enfin, la Chaire Bombardier entend explorer les possibilités d'activités conjointes avec d'autres Chaires qui en manifesteront l'intérêt, telles que la Chaire Jean Monnet en intégration européenne, la Chaire Téléglobe Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques, etc.

- 1 Le programme de doctorat conjoint en administration regroupe, outre l'UQAM, les HEC et les universités McGill et Concordia.
- 2 Les entreprises à base de connaissance se retrouvent dans des secteurs comme ceux des technologies de l'information, de l'aérospatiale, de la pharmacologie, de la biotechnologie, etc.
- 3 À noter que, parallèlement, la Chaire poursuivra la série de conférences sur *Les défis de la gestion transnationale*, ainsi que les Midis de la Chaire en vue de permettre à ses boursiers de diffuser leurs résultats de recherche.

Concours FCAR et CRSH

Toute une performance pour les chercheurs du CREFÉ!

Avec pas moins de sept projets présentés dans le cadre des plus récents concours FCAR et CRSH, les chercheurs membres du Centre de recherche sur l'emploi et les fluctuations économiques (CREFÉ) de l'UQAM ont réussi à obtenir un taux de succès phénoménal de 100 %, une performance impressionnante dont ils peuvent, à coup sûr, se réjouir. Plus précisément, les subventions accordées, que ce soit à titre de chercheur individuel ou dans le cadre de projets d'équipe, représentent, au total, une somme s'élevant à plus d'un demi-million de dollars.

Les projets d'équipe

Deux projets d'équipe ont été présentés par le CREFÉ, l'un au concours FCAR-équipes pour chercheurs établis, l'autre au concours FCAR-équipes de jeunes chercheurs.

Sous la responsabilité de Louis Phaneuf, professeur au département des sciences économiques et directeur du CREFÉ, l'équipe de chercheurs établis comptait trois autres professeurs d'économie de l'UQAM, soit Steve Ambler, Nicolas Marceau et Alain Paquet, ainsi que les professeurs

Robin Boadway, Emanuela Cardia et Jang-Ok Cho, provenant respectivement de l'Université Queen's, de l'UdeM et de l'Université Sogang (Corée). Leur projet intitulé *Propagation dynamique au cours du cycle et effets de bien-être des politiques fiscales et monétaires* s'est vu accorder la subvention la plus élevée jamais octroyée à une équipe d'économistes dans le cadre de ce concours, soit une somme de 300 000 \$. L'équipe de jeunes chercheurs, dont tous les membres sont professeurs au département des sciences économiques de l'UQAM, était pour sa part composée de Philip Merrigan (directeur), d'Alain Guay et de Michel Normandin. Leur projet, qui avait pour titre *Énigme de la prime de risque et mesures désagrégées de consommation et d'emploi*, a mérité une subvention de 100 000 \$.

Les projets individuels:

Aux succès obtenus par les deux équipes de chercheurs, «lesquelles ont nettement dominé les dernières compétitions» de préciser M. Phaneuf, s'ajoutent également cinq performances réalisées à titre individuel. En effet, deux chercheurs du CREFÉ, Alain Guay et Michel Normandin, ont



Cinq des sept chercheurs membres du CREFÉ qui ont vu leurs demandes acceptées dans le cadre des derniers concours FCAR et CRSH. À l'arrière-plan, Steve Ambler, Alain Paquet et Alain Guay. Devant, Nicolas Marceau et Louis Phaneuf. À noter que tous sont professeurs au département des sciences économiques de l'UQAM.

soumis une demande au concours FCAR jeunes chercheurs et ont reçu, dans l'un et l'autre cas, une réponse favorable. De plus, trois autres membres du Centre, à savoir Steve Ambler, Nicolas Marceau et Louis Phaneuf, ont obtenu le même résultat, cette fois dans le cadre de demandes présentées au concours CRSH pour économistes.

Pour fins de comparaison, rappelons que 140 projets avaient été soumis dans cette dernière catégorie, avec un taux de succès d'à peine 30 %.

En route pour l'Excellence

Le montant global des sept subventions qu'ont récolté les chercheurs du CREFÉ atteint près de 650 000 \$.

Fort des succès remportés, le Centre présente, cette année, une demande au concours FCAR- centres d'excellence. Les chercheurs devront toutefois patienter jusqu'en mai prochain avant de connaître les résultats de leur démarche.

CRSNG

21 nouveaux boursiers

Le concours de bourses d'études supérieures 1998-1999 du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada (CRSNG) a permis d'allouer 21 nouvelles bourses aux étudiants de 2^e et 3^e cycles de l'UQAM. Ces résultats, moins flamboyants que ceux obtenus au Conseil de recherches en sciences humaines (CRSH) si on les compare aux performances antérieures et au taux de réussite national, n'en démontrent pas moins que l'Université consolide sa position.

Cette année, le Conseil a retenu 21 des 29 candidatures recommandées, ce qui signifie un taux de succès de 72,4 %. Ce taux est légèrement inférieur à celui obtenu en 1997-1998, qui était de 75 %. Il correspond cependant au même nombre de bourses (21) et s'explique par le fait qu'il y eût alors moins de candidatures recommandées (28). Le taux de succès de cette année est légèrement supérieur aux taux nationaux, qui se situe à 69 %.

Organisme subventionné par le gouvernement fédéral, le CRSNG, qui à l'instar du CRSH avait subi d'inquiétantes coupures budgétaires dans les années passées, a lui aussi vu son budget renfloué. Cela a permis d'augmenter le nombre de bourses et le montant de celles-ci. Depuis avril 1998, les boursiers de 2^e cycle dis-

posent de 17 300 \$ par année, ceux de 3^e cycle de 19 100 \$.

Quant aux résultats aux concours de subventions de recherche 1998-1999 du CRSNG, ils se comparent à ceux des années passées, totalisant 93 subventions, pour un montant global de 2 100 000 \$. Lorsqu'on ajoute à ces sommes les argentés reçus par le biais de tous les types de programmes de soutien à la recherche financés par le CRSNG, tels les programmes Équipements et Partenariats, l'UQAM récolte 4 600 000 \$. L'augmentation de l'enveloppe budgétaire du CRSNG a généré une augmentation automatique de 10 % pour chacune des subventions de recherche. Une note du Conseil encourageait les professeurs à allouer ces sommes supplémentaires aux étudiants qui les assistent dans leurs projets.

Les résultats aux concours de subventions de recherche sont disponibles à l'adresse Web du site du Service de la recherche et de la création. Ceux des concours de bourses le sont au Service de l'aide financière, au 987-3000 7871 #.

1 Voir l'article en page 5

<http://www.unites.uqam.ca/src>

Paix au Moyen-Orient

Un colloque aborde les enjeux et les solutions

Après 50 ans d'affrontements, Israéliens et Palestiniens pourront-ils enfin jouir de la paix et connaître la sécurité? Comment y parvenir? Quels enjeux sont en cause? Afin de mieux comprendre la dynamique complexe à l'oeuvre dans cette région redevenue une «des principales poudrières du monde» et de réfléchir aux solutions possibles, le Groupe de recherche et d'études sur la sécurité au Moyen-Orient (GRESMO) organise, les 22 et 23 octobre, un colloque d'importance qui se tiendra à l'Hôtel Crowne Plaza Métro Centre. Cet événement constituera la première manifestation publique du Groupe, fondé il y a un an, et dont les préoccupations s'inscrivent dans un des axes de recherche de la Chaire Téléglobe Raoul Dandurand en études stratégiques et diplomatiques, de préciser M. Marcel Belleau, directeur adjoint de la Chaire et directeur du GRESMO.

À l'invitation de la Chaire, des chercheurs et des spécialistes d'Amérique, de France et du Moyen-Orient se sont donc donnés rendez-vous à Montréal pour débattre non seulement du processus de paix et des problèmes territoriaux mais des multiples facettes qui composent la réalité des citoyens de cette région du monde. Comment envisager le développement économique et social dans un contexte où

des ressources importantes continuent d'être consacrées aux forces armées? Où en est-on quant aux droits de la personne? Quels rôles jouent les femmes sur les plans économique, politique, social? Autant de questions qui feront l'objet de la réflexion des participants. La gestion de l'eau, un enjeu important pour toute la région, ainsi que le problème des réfugiés palestiniens, qui risquent de perdurer, figurent également parmi les thématiques abordées.

«Nous sommes très intéressés à ce que des gens des milieux académiques, mais aussi des gens des milieux gouvernementaux et des affaires, participent à ce colloque», d'affirmer M. Belleau. Aussi, M. Sylvain Simard, ministre des Relations internationales, sera invité à traiter des rapports qu'entretient le Québec avec les pays du Moyen-Orient. De plus, un déjeuner-causerie, avec comme conférencier invité, M. Philippe Lamarre, Vice-président principal chez SNC Lavalin, permettra de discuter, notamment, des opportunités d'affaires dans la région en dépit des risques associés à l'instabilité et à l'insécurité. Enfin, mentionnons que la conférence inaugurale sera présentée par M. Edgar Pisani, ancien ministre dans le gouvernement de Gaulle et directeur de l'Institut du monde arabe à Paris de 1988 à 1992. Une person-



M. Marcel Belleau, directeur adjoint de la Chaire Téléglobe Raoul Dandurand et directeur du GRESMO.

nalité qui, a tenu à rappeler M. Belleau, fait véritablement figure d'expert sur les problématiques qui seront examinées lors de ce colloque.

Pour plus d'informations sur le colloque *Processus de paix au Moyen-Orient: coûts de l'instabilité et perspectives de sécurité* et pour connaître les modalités d'inscriptions, on communique avec la Chaire Téléglobe Raoul Dandurand au 987-6781.

<http://www.unites.uqam.ca/dandurand>

Pouvoir et démocratie dans les groupes de femmes

Une équipe de chercheurs¹ sous la direction de Nancy Guberman, professeure au département de travail social, obtenait récemment du CRSH une subvention de recherche stratégique (environ 100 000 \$) afin de mieux cerner les enjeux, les apports et les problèmes entourant les pratiques de participation, de pouvoir et de démocratie dans les groupes de femmes au Québec², surtout en ce qui concerne leurs membres/usagères. La recherche, d'une durée de trois ans, sera menée en partenariat avec deux organismes communautaires: le Centre de formation populaire et Relais-femmes.

Les usagères au centre de l'analyse

Ce projet s'inscrit dans le prolongement d'une autre recherche qui avait permis d'identifier plusieurs éléments constitutifs de la culture organisationnelle des groupes de femmes: peu de hiérarchie, fonctionnement par consensus, circulation de l'information, mécanismes de résolution de conflits, etc. Il s'agit de groupes autonomes de femmes offrant des ser-

vices spécifiques ou se vouant à la défense de droits particuliers (centres d'hébergement, maisons de santé, etc.). Toutefois, la place et le rôle des usagères des services ou des participantes, notamment dans les structures décisionnelles et la gestion des groupes, n'avaient pas été analysés, une lacune que le projet de recherche actuel entend combler.

En fait, explique Mme Guberman, «nous nous interrogerons sur l'arrimage entre le pouvoir des intervenantes (les productrices de services) dans les groupes et celui des membres/usagères. On se rend compte que les pratiques de démocratie participative impliquent presque uniquement les salariées et occasionnellement les militantes actives». Enfin, on constate, dans plusieurs groupes, une faible représentation des membres/usagères dans les instances formelles de gestion: assemblée générale, conseil d'administration, etc.

D'autres objectifs

Par ailleurs, le projet de recherche poursuivra d'autres objectifs spécifiques: cerner, pour les inter-



De gauche à droite, Chantal Redstone, stagiaire, Jennifer Beeman, agente de recherche, et Nancy Guberman, chercheuse principale de l'équipe.

venantes des groupes de femmes, le contenu réel des notions de participation, de pouvoir et de démocratie, ainsi que leur articulation dans les discours et les pratiques; identifier les temps et les lieux formels et informels de pouvoir des membres/usagères, de même que les processus et manifestations concrètes de leur pouvoir; développer, avec des partenaires privilégiés, des propositions d'outils pédagogiques de support aux interven-

tions, etc. «Les femmes, souligne Mme Guberman, tout en expérimentant de nouvelles avenues, se questionnent beaucoup sur les relations de pouvoir et la démocratie. Aussi, nous voulons les aider à photographier leur pratique, à identifier et à nommer leur culture spécifique».

Des retombées concrètes

L'équipe de recherche aura recours à plusieurs techniques de cueil-

lette de données: entrevues individuelles, observation participante et une douzaine de focus groups comprenant des permanentes, des militantes actives dans les instances décisionnelles et des membres/usagères. Des sessions de formation pour les intervenantes des groupes, ainsi que des monographies, sont aussi prévues. «Les résultats de la recherche, de préciser Mme Guberman, devraient contribuer à ce que les groupes de femmes consolident et transforment leurs pratiques démocratiques, tout en éclairant les décideurs politiques sur le rôle stratégique que jouent ces groupes dans le processus d'accès à une citoyenneté active».

- 1 L'équipe comprend également les chercheuses Jocelyne Lamoureux (sociologie, UQAM) et Danielle Fournier (UdeM), ainsi que Jennifer Beeman, agente de recherche, et Chantal Redstone, stagiaire.
- 2 Sur l'île de Montréal seulement, on compte près de 500 groupes autonomes de femmes intervenant dans divers secteurs d'activités, témoignant ainsi de la vitalité du mouvement des femmes.

Colloque de l'Association d'économie politique

Réflexion sur le développement des métropoles

Toutes les grandes villes ne sont pas appelées à devenir des métropoles. Et lorsqu'elles le deviennent, ces dernières ne sont pas à l'abri des repositionnements qui déplacent les centres de gravité vers de nouveaux pôles, comme l'illustre la perte d'importance de Montréal au profit de Toronto. En outre, toutes

les métropoles n'en arrivent pas à jouer un rôle économique important sur les plans national et international.

Dans le but d'alimenter une réflexion critique et faire jaillir des idées nouvelles sur les conditions qui favorisent le développement d'un espace métropolitain, l'Association

d'économie politique organise les 23 et 24 octobre prochains un colloque sous le thème «Entre la métropolisation et le village global: les scènes territoriales de la reconversion».

Organisé par les professeurs Jean-Marc Fontan et Juan-Luis Klein respectivement des départements de sociologie et de géographie, et par l'économiste Diane-Gabrielle Tremblay de Télé-Université du Québec, le colloque permettra d'aborder les conditions de structuration et de restructuration de ces grands espaces que sont les métropoles. «Quant à la facture retenue pour l'événement, signale M. Fontan, nous avons choisi une formule axée sur la mixité – universitaires et acteurs de terrain, conférenciers d'envergure internationale et nationale, représentation géographique –, et le colloque vise à lier pratique et théorie».

Parmi les conférenciers invités, on note la présence de représentants de Développement économique Canada, du Fonds de solidarité de la FTQ, de l'Association des directeurs de recherche industrielle, d'Innovatech, et de la Société de développement Angus. Du côté des universitaires, les conférenciers proviennent de Toronto, Waterloo, Hull, Trois-Rivières, Pittsburg, Paris I, Tours, Grenoble, Toulouse, Amsterdam, de même que du Laboratoire techniques, territoires



Le professeur Jean-Marc Fontan du département de sociologie.

et sociétés de l'École nationale des ponts et chaussées.

La régulation des espaces mondial, national et régional, le type de «gouvernance» et son actualisation, le lien innovation-territoire, le rôle des différents acteurs – privés, publics et sociaux –, les modalités de conversion et de reconversion industrielle, la place de l'État, des syndicats et des organisations communautaires, voilà

quelques-unes des questions qui seront abordées dans les différentes sessions.

Le colloque se tiendra à la salle Marie-Gérin-Lajoie, les 23 et 24 octobre. Pour de plus amples informations, on peut consulter le site <http://www.unites.uqam.ca/aep/colloque.html> ou rejoindre Jean-Marc Fontan au 987-3000 0240 #

Thérèse Paquet-Sévigny reçoit la médaille Marie-Curie

Le 22 septembre dernier, le directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, M. Federico Mayor, a remis la médaille Marie-Curie à Mme Thérèse Paquet-Sévigny, professeure au département de communications, soulignant l'engagement et le dynamisme de la récipiendaire à la tête d'ORBICOM, le réseau des chaires UNESCO en communication, dont le siège est à l'UQAM. Sous l'impulsion de Mme Paquet-Sévigny, qui occupa la fonction de secrétaire générale d'ORBICOM, le réseau n'a cessé de se développer depuis sa création en 1994. Il compte aujourd'hui 17 chaires en communication, ainsi que 200 membres associés dans 60 pays.

Après avoir oeuvré dans le secteur privé en tant que journaliste et spécialiste en communication institutionnelle, Mme Paquet-Sévigny fut vice-présidente à la communication au sein de la Société Radio-Canada/CBC, avant de consacrer les 12 dernières années au système des Nations-Unies, à New-York d'abord, comme secrétaire générale adjointe des Nations-Unies à l'information, puis à Montréal, à titre de secrétaire générale d'ORBICOM.

La médaille Marie-Curie a été remise à Mme Paquet-Sévigny «en reconnaissance de son dévouement aux idéaux et aux objectifs de l'Organisation et en hommage à sa contribution éminente au partage de savoirs et de compétences».

...Suffrage (suite de la page 1)



M. Daniel Hébert, directeur du Secrétariat des instances.

vice-rectrice à la formation Mme Lynn Drapeau, et chacun d'eux regroupe sept représentants choisis par le Conseil académique parmi les membres du Secteur ou de la Faculté. Outre la vice-rectrice, ces comités comprennent un directeur de département, un directeur de programmes d'études de premier cycle, un directeur de programmes d'études de cycles supérieurs, un représentant des centres institutionnels de recherche ou de création, instituts ou chaires, un chargé de cours, un employé de soutien et un étudiant.

Les bureaux de votation seront installés dans chaque Faculté et Secteur, du lundi 9 novembre au vendredi 13 novembre. «Ils seront ouverts de 9 h à 18 h, précise M. Hébert, pour tenir compte de l'horaire des étudiants. Le dépouillement s'effectuera le 16 novembre, en présence de l'ombudsman, M. Pierre-Paul Lavoie. On procédera alors à la compilation des votes, puis on appliquera l'indice de

pondération. Sur la base des résultats obtenus, les comités de sélection vont formuler leur recommandation aux Conseils académiques de chaque Faculté, qui à leur tour feront leur recommandation à la Commission des études. Cela permettra au Conseil d'administration d'officialiser les nominations lors de sa réunion du 15 décembre», d'ajouter M. Hébert.

Éventuellement, le système de votation téléphonique VOTEL remplacera les bureaux de votation. «Cela va minimiser les coûts, précise M. Hébert. La consultation pour désigner les doyens des Secteurs des arts et de l'éducation pourra peut-être s'effectuer avec VOTEL à l'hiver, mais, au niveau informatique, le système n'a pu être en opération pour la première vague de consultation.» La logistique entourant le scrutin de novembre est complexe. «Rien qu'à l'École des sciences de la gestion, on parle de plus de 10 000 étudiants, une centaine de professeurs, entre 200 et 250 chargés de cours et de 30 à 40 employés de soutien», d'ajouter M. Hébert.

Dans la foulée des débats des deux dernières années portant sur la réforme liée à la sectorisation et à la décentralisation, le processus de désignation des doyens vient concrétiser le concept de concertation. Il a été adopté par le Conseil d'administration le 26 mai dernier.

...Passerelle (suite de la page 1)

diffuseurs en danse. «La Passerelle, souligne Mme Époque, sera à la fois un laboratoire (lieu de recherches/essais) et une galerie (lieu d'exposition de travaux étudiants en interprétation et création, ou de production de spectacles)».

Un programme d'activités

Autogérée par les étudiants, La Passerelle 840 offrira tout au long de l'année universitaire des séries de représentations publiques dans la Piscine-Théâtre située au rez-de-chaussée du pavillon Latourelle: des étudiants de premier et deuxième cycles y exposeront leurs créations; les séries *En vedette* feront place à des solistes diplômés en danse ou des groupes institués de la jeune relève; enfin, dans le but de favoriser l'insertion dans le marché professionnel, l'*Audition ouverte* présentera, devant des directeurs de compagnies, chorégraphes indépendants, producteurs et diffuseurs en danse, des interprètes et créateurs de la relève issus de l'UQAM et de la communauté chorégraphique montréalaise. D'ailleurs, dès la session d'hiver 1999, démarrera un programme d'*Apprenti* dans les compagnies de danse, comme par exemple

O Vertigo qui accueillera des diplômés de l'UQAM.

L'exemple de Danse Carpe Diem

Selon Martine Époque, les étudiants, mieux préparés qu'auparavant, développent de plus en plus des initiatives et échafaudent des projets d'équipe. C'est le cas du collectif Danse Carpe Diem à qui La Passerelle a confié sa première série *En Vedette*. Cette compagnie de la relève, fondée il y a trois ans et ayant produit plus d'une dizaine de spectacles, est formée de diplômés en danse de l'UQAM² qui, après leur Bac, ont décidé de se retrousser les manches afin de devenir le plus polyvalent possible pour répondre aux exigences du milieu professionnel.

Le lancement de La Passerelle 840, aura lieu le 20 octobre à 19 h au pavillon Latourelle de l'UQAM (840 Cherrier). L'entrée est libre.

1 La création de La Passerelle a été rendue possible, notamment, grâce à une subvention du PAFARC de l'UQAM. Le chiffre 840 fait référence à l'adresse du pavillon Latourelle (840, rue

COMMISSION DES ÉTUDES

À son assemblée spéciale du 25 août, la Commission des études a:

- recommandé au CA de transformer l'actuel Vice-rectorat à la formation et à la recherche en un Vice-rectorat à la formation; d'abolir le Décanat des études de premier cycle et le Décanat des études de cycles supérieurs et de la recherche; de transformer l'actuel Vice-rectorat à la planification stratégique et financière et Secrétariat général en un Vice-rectorat à la recherche, à la création et à la planification; de modifier la composition du Rectorat, du Vice-rectorat aux ressources humaines et aux affaires administratives et du Vice-rectorat aux services académiques et au développement technologique; d'abolir le Vice-rectorat au partenariat et aux affaires externes; de demander à la Direction de présenter à une prochaine assemblée de la CE un texte expliquant les mécanismes de concertation entre le Vice-rectorat à la recherche, à la création et à la planification et les filières de cheminement des dossiers entre les Facultés et les deux Vice-rectorats; de revoir les procédures de désignation des officiers de l'Université.

À son assemblée régulière du 16 septembre, la Commission des études a:

- recommandé au CA de conférer les grades, diplômes et certificats à 1 688 étudiants;
- mandaté le registraire pour émettre des attestations d'études de pro-

gramme court à 29 étudiants;

- précisé le mandat, la composition et le fonctionnement du comité-conseil sur la programmation en précisant par ailleurs que ce comité-conseil est un comité d'experts convoqué au besoin ayant un fonctionnement souple, de manière à ne pas alourdir le cheminement des dossiers de programmation et qu'il ne constitue pas une sous-commission ou un passage obligé;
- donné mandat à la vice-rectrice à la formation de désigner une candidate ou un candidat à titre de membre professeur à la Commission des universités sur les programmes après avoir effectué les consultations requises;
- demandé à la vice-rectrice à la formation de s'assurer que soit faite une consultation auprès de l'École des

sciences de la gestion, des professeures, professeurs du DSA, du CREFÉ ainsi qu'une étude des impacts financiers relatifs au projet de restructuration du département des sciences administratives;

recommandé au CA la nomination d'un directeur intérimaire et d'un administrateur délégué au département de physique;

recommandé au CA la désignation d'un vice-doyen intérimaire à la Famille des arts;

recommandé au CA d'adopter le Projet de comblement de 22 postes réguliers de professeur, professeur pour l'année 1998-1999;

recommandé au CA d'adopter le Projet de modalités d'attribution des congés sabbatiques et de perfectionnement pour l'année 1999-2000.

SOUTENANCES DE THÈSE

En éducation

M. Abdellah El Idrissi

L'histoire des mathématiques dans la formation des enseignants : étude exploratoire portant sur l'histoire de la trigonométrie.

Direction de recherche:

M. Claude Janvier

M. Louis Charbonneau

Le 14 octobre 1998.

Mme Sybille Tremblay

Le recours à la langue première dans l'apprentissage d'une langue seconde. Étude menée auprès d'adultes, locuteurs natifs de l'anglais, apprenant le français langue seconde, dans un milieu universitaire.

Direction de recherche:

Mme Monique Nemni

Mme Catherine Garnier

Le 16 octobre 1998.

En psychologie

Mme Line Massé

Envie des pairs et difficultés relationnelles des adolescents talentueux.

Direction de recherche:

M. François Gagné

Le 25 septembre 1998.

Mme Catherine Filion

Les déterminants motivationnels de l'autorégulation et du rendement scolaire des étudiants de niveau collégial.

Direction de recherche:

Mme Thérèse Bouffard

Le 2 octobre 1998.

Mme Denise Rousseau

Influence du mode de collaboration mère-enfant et du profil socio-affectif de l'enfant sur la prédiction de l'adaptation en milieu scolaire.

Direction de recherche:

Mme Ellen Moss

Le 14 septembre 1998.

En sciences de l'environnement

M. David Biron

*Génétique des populations de *Delia Radicum* (Diptera: Anthomyiidae).*

Direction de recherche:

M. Guy Boivin

M. Daniel Coderre

Le 9 septembre 1998.

Mme Danielle Héroux

*Mécanismes impliqués dans le déplacement de niche alimentaire de l'omble de fontaine, *Salvelinus fontinalis*, dans les lacs du plateau Laurentien.*

Direction de recherche:

M. Pierre Magnan

Le 8 octobre 1998.

Mme Claire Vanier

Les macrophytes : vecteurs des BPC entre les sédiments et le système aquatique.

Direction de recherche:

Mme Dolors Planas

Le 7 octobre 1998.

En sociologie

Mme Lise Barriault

Une quête identitaire: entre mythe et histoire. Les juifs ashkénazes à l'aventure de l'Amérique en Québec.

Direction de recherche:

Mme Isabelle Lasvergnas

M. Serge Ouaknine

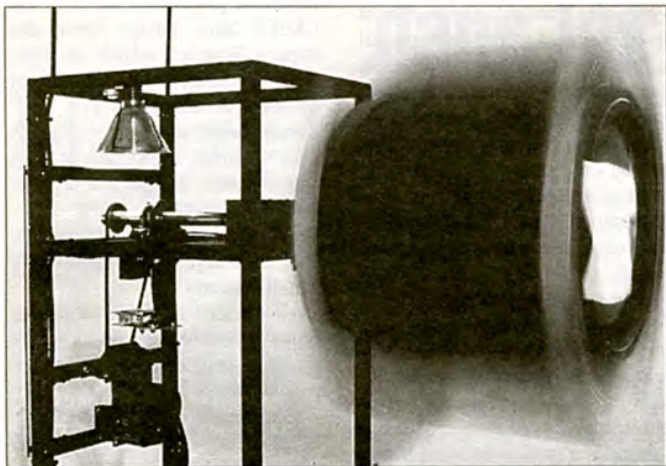
Le 19 octobre 1998.

Allocution de la rectrice Paule Leduc

Le texte de l'allocution de madame Paule Leduc, prononcée le 14 octobre devant la communauté universitaire, est diffusé sur le site Web de l'UQAM.

Galerie de l'UQAM

Les machines à l'honneur



Martin Boisseau, 1997-1998, *Deuxième temps*, rotatif chorégraphique, Exposition *Machines*.

La Galerie propose, du 16 octobre au 28 novembre, une exposition intitulée *Machines*, laquelle réunit les oeuvres de Martin Boisseau, Michel de Broin, Robert Saucier et Claire Savoie. Plus précisément, le concept de Bernard Lamarche, commissaire de cette exposition, vise à raviver, à travers les installations réalisées par ces quatre artistes montréalais, le mythe de la machine, telle celle imaginée par Kafka dans *La colonie pénitentiaire* ou celle, *célibataire*, de Marcel Duchamp.

Les machines réunies dans cette exposition, de préciser M. Lamarche, ont en commun «d'exploiter un pathos singulier qui les pose comme déficients affectivement, dans leur démarche à vide, incapables de produire autre chose que leur propre vulnérabilité». À noter qu'avec cette exposition, la Galerie inaugure un

programme de soutien au «premier commissariat», qui consiste à assister un historien, un théoricien ou, comme dans le cas présent, un critique d'art, dans sa première expérience de préparation et de mise en vue d'une exposition.

De manière concomitante, la Galerie présente la plus récente installation de l'artiste Dorit Cypis, soit une machine de projection perpétuelle proposant des fragments d'histoire en rupture d'espace et de temps. Réalisée au moyen de technologies diverses, cette oeuvre intitulée *Framing Memories I Never Had* joue sur le phénomène de la mémoire et suggère notre capacité à intégrer la représentation des images et du son comme moyens signifiants.

Vernissage: 15 octobre à 17h30
Expositions: 16 octobre au 28 novembre
Endroit: Galerie de l'UQAM, local J-R120
Informations: 987-8421

Guy L'Heureux

Frontières: 10 ans déjà!

La revue *Frontières*, créée en 1988 par le champ des études sur la mort de l'UQAM, entend célébrer avec éclat son dixième anniversaire en organisant, le soir même de l'Halloween, un gala très particulier, qui mettra en vedette la «diva» Nathalie Choquette, ainsi que des artistes uqamiens dont le pianiste Pierre Jasmin et la troupe de la chorégraphe Martine Époque. Cette soirée s'inscrit par ailleurs dans la campagne de financement qu'a lancée officiellement la revue le 1^{er} octobre dernier. Il s'agit là d'une démarche doublement originale, de préciser Mme Luce Des Aulniers, professeure au département des communications et directrice de *Frontières*. «D'une part, il est rare de voir une revue institutionnelle lancer une campagne de financement d'une telle envergure. D'autre part, *Frontières*, une revue sur la mort, n'hésite pas à organiser une soirée-gala où le rire et l'humour seront au rendez-vous».

Véro Boncompagni



Mme Luce Des Aulniers, directrice de *Frontières* et professeure au département des communications.

La soirée-gala

Si ce gala-bénéfice invite à la réflexion sur la mort, «située au coeur de la vie», ce sera avant tout sur le mode humoristique. Ainsi, de révéler Mme Des Aulniers, on pourra y voir, notamment, Nathalie Choquette interpréter une fillette de 10 ans (anniver-

saire oblige!) qui, le soir de l'Halloween, a la surprise de frapper à la porte de Dracula... Un prétexte qui servira à introduire, en chansons et en danse, une série de personnages historiques et fantaisistes. Ce gala spécial, intitulé *À la frontière des sortilèges*, aura lieu à la salle Pierre-Mercure, au Centre Pierre-Péladeau, samedi le 31 octobre, à 20 heures. Les billets sont disponibles à la Billetterie (987-6919), au coût de 100 \$ chacun (un reçu pour fins d'impôt sera émis sur demande). Pour qui ne connaît pas la revue, *Frontières* paraît trois fois l'an et chaque numéro examine un aspect particulier de la mort selon une approche interdisciplinaire et en cherchant à respecter un équilibre entre des thèmes cliniques et des thèmes socio-culturels.

Dons: Les personnes intéressées à faire un don à la revue sont priées de libeller les chèques au nom de Fondation UQAM - *Frontières* 10^e. Une autre façon de soutenir *Frontières*, consiste à s'abonner et on peut le faire en composant le 987-4229.

De meilleures assises pour la revue

La campagne de financement, rappelle Mme Desaulniers, a été entreprise dans le but d'élargir le public de *Frontières*, de faire connaître sa qualité scientifique et son originalité, et surtout, d'obtenir de meilleures assises institutionnelles. Un Comité d'honneur, où l'on retrouve des personnalités rayonnant dans divers milieux, tels les arts, les communications, le droit, les affaires, la santé, a d'ailleurs été formé. À noter que la campagne se poursuivra jusqu'à la fin du mois de novembre, «le mois des morts» de rappeler avec humour la directrice de la revue.

VITE LU

Nomination

Le coordonnateur du Centre d'études universitaires de Lanaudière, M. Jean Lacroix, a été nommé premier président du Conseil d'établissement du Cégep régional de Lanaudière à Terrebonne. Celui-ci a notamment pour mandat la mise sur pied d'un nouveau centre de formation collégiale.

Deux professeurs médaillés d'or

MM. Renald Legendre et Philippe Le Prestre, tous deux professeurs à l'UQAM aux départements des sciences de l'éducation et de science politique, recevaient dernièrement une médaille d'or pour leur contribution au rayonnement de la langue française. Ils ont reçu cette distinction des mains de la présidente, au Québec, de *La Renaissance française*, une association culturelle placée sous le haut patronage des ministères français des Affaires étrangères, de l'Intérieur, de la Défense et de l'Éducation nationale. *La Renaissance française*, association présente dans plusieurs pays francophones, cherche à promouvoir et à défendre non seulement la langue française, mais aussi la culture, les arts, les lettres, les coutumes et les traditions.

Prix en communication

Une équipe formée de trois étudiants en communication de l'UQAM s'est distinguée, lors d'un concours organisé par le Consortium multimédia CESAM qui visait la réalisation de capsules vidéos portant sur l'industrie du multimédia. Primé par le jury, le projet présenté par Mathieu Fontaine, Nicolas Handfield et Geneviève Levasseur a mérité le premier prix, soit un stage de formation au multimédia de 35 heures et une bourse de 1 750 \$ pour chacun des membres de l'équipe. À noter que les capsules vidéos réalisées par les étudiants uqamiens seront intégrées à une importante campagne de sensibilisation au multimédia que mènera prochainement le Consortium CESAM.

La force d'être



en groupe

C'est que *vous* en profitez pour votre assurance automobile

Mieux assuré...

Un antidémarrreur VitroPlus; Un témoin lumineux et le burinage des vitres.

Antidémarrreur GRATUIT*

Et en plus

20 % de rabais sur votre prime d'assurance vol.

Montréal : (514) 281-8121 • Québec : (418) 835-6806 • Partout : 1 800 363-6344

* Gratuit pour les véhicules de 1996 et les plus récents, et pour aussi peu que 39,95 \$ (plus taxes) pour les modèles 1995 et antérieurs.

* Cette offre peut prendre fin sans préavis.



Université du Québec à Montréal



La Sécurité, assurances générales

PREMIER EN ASSURANCE DE GROUPE